
La démocratie, c'est bien plus que « cause toujours »

Vie institutionnelle et démocratique

En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

Je fais confiance à des personnes que je connais ou que je peux être amené à connaître et que je juge dignes de confiance. Au delà à des gens qui se mettent eux-mêmes et mettent leur leur action au service d'idées auxquelles j'adhère (et non l'inverse), à des gens qui ont une vision à long terme et qui aident à éclairer les enjeux, à des personnes qui ne parlent pas la langue de bois et ne dépendent pas de leurs « communicants ». J'ai besoin de savoir que ces gens n'ont pas de liens (à fortiori cachés) avec des groupes d'intérêt, surtout si ces derniers ne visent que le profit.

En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

Oui

Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?

Toutes les associations professionnelles et citoyennes. Celles qui représentent des personnes, plutôt que celles qui représentent des « groupes d'intérêt ». Il faut redonner de l'importance aux corps intermédiaires. Mais il faut aussi instaurer des barrages aux lobbys d'argent et d'intérêts industriels ou marchands., dont les moyens d'influence (pour ne pas dire de corruption) sont déjà démesurés comparés à ceux des ONG ou des lobbys citoyens.

Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

Il faudrait que la politique soit une mission pour des élus et non un choix de carrière. Il faudrait que les élus rendent compte périodiquement en cours de mandat de leur travail et de leurs actions. Il faudrait que les élus aient avant une parole consistante lorsqu'ils se présentent aux suffrages et qu'ils y soient fidèles.

Il faudrait aussi que le financement de la politique soit garanti par la puissance publique, et équitablement partagé. Je crois aux solutions proposées par Julia Cagé: limitation drastiques des dons privés, mais attribution de financement public sur la base des choix explicitement donnés par les citoyens, chaque citoyen comptant pour la même somme.

Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

Une bonne chose

Pourquoi ?

Un élu doit avoir du temps pour travailler et pour se libérer des urgences. S'il veut connaître le terrain il peut le faire en dehors de son mandat politique (avant, après, ou pendant des temps ménagés par le travail parlementaire). La roue doit tourner et la vie démocratique ne doit pas être monopolisée par quelques « poids lourds » ou « barons » du parlement.

Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

Avoir une représentation la plus proportionnelle possible. Le système allemand y parvient, tout en permettant aux personnalités locales d'émerger dans la représentation si les électeurs trouvent qu'ils le méritent. Il combine un vote sur les personnes et un vote sur les partis (donc en principe les idées

politiques) Lorsqu'on parle d'une « dose » de proportionnelle, on peut y aller franchement car aujourd'hui, le système électoral est extrêmement injuste: en prenant pour base les résultats du 1er tour des législatives 2017, un député LREM pèse 21000 voix, contre 61000 pour un PC, 146000 pour un FI, 340000 pour un RN, et 974000 pour un EELV. L'instabilité de la IVème République de l'après-guerre a bon dos pour justifier la perpétuation d'une telle injustice. On ne combat pas les mauvaises idées de certains partis par un système de représentation biaisé, c'est trop dangereux en cas de changement d'équilibre.

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'élus (hors députés et sénateurs) ?

Non

Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

Le système électoral injuste (voir ci-dessus) et le régime trop présidentiel démotivent les citoyens, tout autant que les campagnes électorales faites de langue de bois et de promesses floues et non tenues. Voter toujours pour des personnes, les voir monter et descendre dans les baromètres d'opinion, entendre les commentaires permanents de la course à la présidentielle est une déformation de la politique nuisible aux idées et donc aux vrais enjeux. Sortir de la Vème République et mettre en place de façon concertée et démocratique une nouvelle constitution ferait souffler un bon courant d'air frais.

Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

Oui

Si oui, de quelle manière ?

Le vote devrait être obligatoire, sauf cas de force majeure, et le vote blanc proposé en option en serait la conséquence logique. Il serait alors comptabilisé pour définir des pourcentages légitimes de participation et au besoin invalider les scrutins avec trop de votes blancs, qui traduiraient des questions mal posées.

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

Beaucoup de citoyens sont plus informés qu'on ne le dit souvent. Et s'ils étaient appelés à participer, beaucoup s'informerait encore de façon plus responsable. Plus la démocratie s'exerce à un niveau proche du citoyen, meilleure elle est. Donc il faut de la décentralisation et des moyens pour des politiques plus locales. Il faut aussi que le temps hors travail des citoyens soit reconnu. Pour les grands sujets nationaux, on peut aussi mettre en place des conférences de citoyens tirés au sort, avec du temps pour faire le tour des questions posées, entendre des avis de diverses provenance, et penser que cette représentation et ce qu'elle vote n'est pas moins légitime que celle des élus qui rivalisent d'effets oratoires dans les assemblées.

Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

Oui

Si oui, comment ?

En abaissant fortement les verrous qui le rendent inexistant: nombre de signatures dans les pétitions et caution de parlementaires. Il est légitime de vouloir vérifier la compatibilité constitutionnelle, et de

n'ouvrir cette possibilité au niveau national qu'à des occasions un peu « solennelles », mais le système actuel n'est pour l'instant qu'un faux semblant. L'initiative devrait pouvoir aussi être citoyenne.

Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ?

A l'échelon national, les citoyens n'ont pas à se substituer à la Cour des Comptes, et une presse libre qui a les moyens de l'investigation peut jouer son rôle. Aux échelons inférieurs le principe des budgets participatifs devrait prendre plus d'ampleur.

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Un Parlement représentant (correctement) l'opinion des français sera à l'image du déséquilibre territorial engendré par le centralisme français, l'urbanisation croissante et le dépeuplement rural. Il faut donc représenter les territoires. C'est en principe le rôle du Sénat.

Quant à la société civile, le CESE est en principe bien constitué pour cela. Il fait d'ailleurs un assez bon travail de réflexion, mais à quoi cela mène-t-il?

Faut-il les transformer ?

Oui

Si oui, comment ?

Le mode d'élection du Sénat est obscur et devrait être revu. Donner plus de pouvoirs et de moyens aux échelons régionaux et locaux permettrait aussi d'aller vers une meilleure représentation des territoires.

Il faudrait que le CESE ait des pouvoirs autres que consultatifs, peut-être pour cela devrait-il être transformé en une assemblée citoyenne comportant des délégués des corps intermédiaires et des citoyens tirés au sort.

Vie citoyenne

Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Les principes ne sont pas tellement en cause. Il suffit de les appliquer convenablement. Pour cela il faudrait que toutes les religions relèvent du même statut (reconnaissance de la culture dont elles sont porteuses, droit de réunion et moyens publics pour cela (sous réserve de compatibilité avec les valeurs de la République)). Il y a aujourd'hui un avantage de fait du catholicisme, hérité de l'histoire européenne et française, et des efforts sont à faire envers d'autres religions liées aux migrations post-coloniales et mondiales. Par contre, aucune religion ne peut se prévaloir de valeurs supérieures pour imposer des dogmes à la République. L'espace public est en principe exempt de contraintes d'ordre religieux, et cela ne veut certainement pas dire qu'il n'y règnerait aucune morale.

Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Par le respect dû à tous et la vigilance publique, par l'exemple donné par les responsables. La parole publique doit par principe cultiver le respect, et se garder de ce qui peut inciter au racisme. On devrait aussi veiller à ne pas laisser, par sensationnalisme, se répandre la parole de provocateurs simplistes ou surnoisement animés par la haine sans la corriger fortement .

Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

Décentraliser les décisions, faire confiance aux capacités locales de bonne décision et de bonne gestion. Notre état jacobin continue à maintenir sous tutelle les régions, ou les communes, de même que les branches locales des administrations publiques.

Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

Le respect à priori pour tous. Ceux qui sont là aujourd'hui, ceux qui nous ont légué un patrimoine collectif.

Ne pas dire à l'emporte pièce que certains « ne sont rien », que « les français sont etc.... » que quelques uns (comme les « premiers de cordée » ou « les investisseurs » vaudraient mieux que tous. Et quand un citoyen s'exprime dans le respect des autres, écouter de qu'il dit.

Que deviendront les contributions à ce débat ? Où aboutiront-elles ? Où se perdront-elles ? Sommes-nous ici dans la démocratie « cause toujours »?

Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

Il y a beaucoup de comportements civiques, il faudrait surtout, pour qu'ils durent et se répandent encore plus, ne pas les décourager en déresponsabilisant les citoyens ordinaires ainsi engagés, en s'intéressant à ce qu'ils produisent, ne pas les ignorer en regardant la société au travers des tableaux et des courbes des experts du ministère des finances ou des résumés pour dirigeants des rapports d'énarques.

Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

Les citoyens devraient pouvoir disposer d'un temps de vie suffisant en dehors du temps de travail, pour leur vie privée et familiale, et pour la vie civique.

Les services publics et les administrations devraient être gérés avec des moyens plus larges, disposer de suffisamment de personnel pour accueillir le public dans de bonnes conditions. L'idée que l'Etat doit toujours être minimum, qu'il est systématiquement improductif est une catastrophe. Elle fabrique la désertification des campagnes, l'engorgement des services. Moderniser et assouplir l'administration publique ne consiste pas à la réduire ou à l'étouffer. Les mêmes services assurés par la concurrence privée ne sont pas plus vertueux. Il y a aussi de la gabegie et des lourdeurs administratives dans les services privés, et leur obligation de rentabilité n'en fait pas des exemples de vertu citoyenne ou de solidarité.

Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

Je n'ai pas l'obsession de ces incivilités. Là où elles existent, peut-être sont-elles une réaction (regrettable mais normale) à une certaine stigmatisation, ou alors le fruit de carences dans l'éducation non seulement par les familles, mais aussi par la société entière.

Réduire les effectifs des classes dans les secteurs où les incivilités seraient trop nombreuses, avoir une police locale et nationale à la déontologie exemplaire permettrait sans doute de reprendre le bon chemin.

Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

Déjà montrer l'exemple. Ne pas privilégier le répressif, verser alors dans l'arbitraire et l'injuste sous prétexte de « tolérance zéro ». La justice quand elle est en jeu doit avoir des moyens pour agir assez vite, mais de façon nuancée et pédagogique. Il faut aussi soutenir les associations qui participent à l'inclusion de tous dans la vie sociale et collective.

Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?

J'imagine que « chacun » (ou en tous cas la plupart des citoyens) fond déjà ce qu'ils peuvent. Encore faut-il que les pouvoirs publics ne savonnent pas la planche par des politiques sociales insuffisantes, des moyens insuffisants dans les services publics, des discriminations injustes, etc....

Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

Je ne suis personnellement victime d'aucune discrimination. Par contre je suis très choqué par la fréquence des contrôles manifestement au faciès dans les transports publics.

Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

Il faut déjà lutter contre la ségrégation spatiale qui a fabriqué des ghettos et alimenté les préjugés racistes plus ou moins avoués qui gangrènent non seulement les citoyens ordinaires, mais aussi les forces de l'ordre et d'autres services publics. La politique de la ville a été laissée à l'abandon, la loi SRU a été détricotée, le plan banlieues de Borloo a été mis au placard, c'est une honte.

Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

Non

Si oui, lesquelles ?

La solidarité est un principe moral. Elle n'est pas si coûteuse qu'on le dit, au regard de ses effets sur le tissu social. Beaucoup de gens défavorisés renoncent à demander à bénéficier de leurs droits. Que chacun, bénéficiaire de cette solidarité ou non doive être un bon citoyen est normal, mais cela ne résulte pas d'un marché auquel seraient conditionnées les allocations.

Immigration et intégration

Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quelles sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

La France a assez profité de son empire colonial dans les périodes passées, et elle se proclame trop souvent la patrie des droits de l'homme pour ensuite se permettre d'être regardante envers les migrants poussés vers nos côtes par la misère du monde. Contrairement à ce qu'on entend, les migrants qui viennent en France ne représentent pas une charge si lourde, et l'idée de « l'appel d'air » relève surtout du fantasme. La politique migratoire doit donc être avant tout généreuse, humaine accueillante et viser l'intégration à terme de ceux qui veulent rester en France.

En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Donner ce genre de questions à débattre au Parlement est la porte ouverte à l'escalade de la démagogie xénophobe. S'il faut débattre, ce serait sur une véritable moralisation des critères pour que le pays

remplisse son devoir de solidarité envers les pauvres du monde. Les migrants sont bien souvent une richesse humaine, culturelle, et même si on y tient vraiment, économique.

Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Etre moins permissif sur la circulation de l'argent (et des riches) et plus sur la circulation de ceux qui sont dans le malheur par le fait de la guerre économique ou des conflits attisés par une géopolitique cynique. Il n'est pas normal de faire tant de courbettes aux « investisseurs » du monde entier et en même temps de regarder ailleurs quand un bateau humanitaire cherche un port d'asile.

Il faudrait aussi renforcer les institutions internationales et les soutenir dans leurs devoirs humanitaires.

Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?

En France, nous avons beaucoup intégré, ce qui veut dire qu'on sait faire (ou qu'on a su faire). Soutenir l'école, les associations qui aident les immigrés, mettre en place des solutions d'accueil et d'hébergement décentes, combattre les logiques immobilières qui engendrent des ghettos sociaux.

Il faut aussi bien entendu combattre le racisme qui ressurgit et non l'alimenter en laissant sans réplique les propos xénophobes.

Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Le fait même que ce « grand débat » ait été organisé (sous la pression des ronds-points) résulte du manque criant de démocratie dans notre Cinquième République: présidentialisme excessif, centralisation de l'Etat, jeu politique figé par le système électoral, dé-légitimation des corps intermédiaires.

Les questions qui sont posées ici enferment les réponses dans un cadre qui montre la mentalité de manager des dirigeants, avec une absence de vision à long terme et une obsession des enjeux d'argent. Nous avons pourtant un enjeu de civilisation énorme à faire faire adopter par la société tout entière, et cela suppose une véritable re-fondation de nos institutions.

Comment seront exploitées les résultats de ce vaste appel aux citoyens ? on ne sait pas, et on peut déjà imaginer que de tout ce foisonnement difficile à dépouiller, les dirigeants extraieront quelques os à faire ronger à l'opinion, et continueront par ailleurs dans les mêmes dispositions: mettre le pays au pas de l'orthodoxie économique environnante, prolonger une course au profit qui détruit les gens et la biosphère, et profiter pour cela du pouvoir trop centralisé des institutions léguées par le général De Gaulle. Quand on prend un peu de temps pour lire les contributions, on voit que beaucoup de ces gens « qui ne sont rien » beaucoup de ces citoyens qui ne se soucient pas d'être « premiers de cordée » aimeraient participer à la vie publique autrement qu'en glissant de temps à autre un bulletin pour choisir parmi les arrivistes de différents bords, et surtout autrement qu'en piétinant sous la pluie avec des pancartes de Bastille à République parce qu'ils ne sont pas entendus.